

Samedi 28 mai 2011

Convention Nationale sur le projet socialiste

Intervention de Martine AUBRY

Chers amis, chers camarades,

Nous sommes rassemblés aujourd'hui – militants, élus, responsables, jeunes - pour adresser aux Français un message, simple et fort : **les socialistes sont prêts pour redonner un avenir à la France.**

*

Il y a plusieurs mois, je vous avais proposé un calendrier d'action : au premier trimestre 2011, les élections cantonales ; au deuxième, notre projet ; au troisième, les sénatoriales et la candidature présidentielle.

- **Les élections cantonales ont été gagnées.** Après la victoire des régionales en 2010, jamais dans leur histoire le Parti socialiste et la gauche unie n'ont réuni autant de compétence, dirigé autant de villes, de départements et de régions. Bravo à tous nos élus locaux qui ont forgé ces victoires et qui servent les Français de belle manière.

Le besoin national de gauche et de changement est d'autant plus puissant aujourd'hui que l'interpellation citoyenne de l'abstention, et le signal noir de l'extrême droite, montrent dans notre pays une souffrance et une perte certaine de repères et même d'espoir.

Nous devons surmonter cette méfiance, parfois cette désespérance, tirer les conséquences de ce qui se passe non seulement chez nous mais aussi par exemple en Espagne ou dans d'autres régions du monde, et montrer que le bulletin de vote peut encore changer le cours des choses.

- C'est pourquoi **notre projet, plébiscité par les militants et par vous tous, revêt tant d'importance.** Il a été préparé de façon collective, discuté, débattu. Je veux que les Français sachent qu'ils ont nourri notre projet de leurs indignations et de leurs propositions. C'est cette même méthode que nous retiendrons, dans un an, à la Présidence et au gouvernement du pays, si les Français nous accordent leur confiance : l'écoute et le travail pour bien proposer, l'action pour changer, l'évaluation pour corriger et pour améliorer.

Merci à tous les responsables qui ont préparé convention après convention, forum après forum, nos propositions ; merci aux dirigeants du Parti qui dans le conseil politique que j'ai réunis autour de moi pour travailler à notre projet étape après étape. Nous pouvons être fiers de ce que nous sommes capables d'accomplir ensemble : le sérieux associé à la créativité, l'expérience mêlée à l'audace, les valeurs conjuguées à la modernité. Et je suis fière de vous dire : « *chers camarades, la parole a été tenue, grâce à vous* ».

- D'ici quelques jours, s'ouvrira la déclaration de candidature aux primaires. Ces primaires, que nous avons décidées comme un immense acte de confiance vis-à-vis des Français pour qu'ils choisissent celle ou celui qui portera notre projet, avec nous tous et avec eux.

Je l'ai dit, je prendrai mes responsabilités avec une seule volonté, à la fois ambitieuse et simple, qui m'anime depuis trois ans : qu'une candidature issue de nos rangs, porteuse de l'espoir attendu, puisse accéder l'année prochaine à la Présidence de la République.

*

Chers camarades, sur notre chemin, un drame est récemment intervenu, qui constitue d'abord une terrible épreuve humaine. Nous avons, je le pense, montré ensemble la retenue et l'unité qui s'imposaient. Nous avons demandé le respect de la jeune femme et de sa parole, et pour notre ami Dominique Strauss-Kahn le respect de la présomption d'innocence. Seule la justice peut faire surgir la vérité. Elle a besoin de dignité et de sérénité, pas de déclarations polémiques, ni d'humiliations médiatiques.

Deux semaines après, si l'émotion est toujours là, nous savons que notre devoir de dirigeants et de militants est de nous concentrer sur la mission qui est la nôtre : proposer des solutions, critiquer quand il le faut, et bien sûr rester soudés dans l'adversité, comme dans la préparation de la victoire. **Plus que jamais, nous devons mobiliser en nous à la fois l'esprit d'unité et de responsabilité.**

La première responsabilité, c'est d'être toujours tournés vers la réalité quotidienne des Français.

Nous avons fêté récemment le 30^{ème} anniversaire du 10 mai 1981. J'ai aimé ce moment car j'ai senti non pas de la nostalgie, non pas la volonté de dupliquer mais celle de s'inspirer de l'essentiel pour gagner 2012 : retrouver le chemin du progrès et réconcilier les Français.

Personne en revanche n'a fêté les quatre ans de M. Sarkozy. Quatre ans d'autocratie et bientôt dix ans de gouvernement de droite, cette réalité se résume en trois mots : **dégradation, divisions, diversion**.

Dégradation : combien de nos compatriotes, à l'exception des plus fortunés, vont mieux aujourd'hui qu'hier ? Posez la question autour de vous : les réponses, toujours les mêmes, sont accablantes. Les conditions de vie se sont dégradées, le chômage a augmenté, le pouvoir d'achat est raboté, les inégalités se sont creusées, les services publics sont démantelés, les banlieues stigmatisées et le monde rural ignoré.

Divisions : au lieu de rassembler, ce qu'exigerait pourtant sa fonction, l'actuel Président a choisi de diviser : ceux qui ont un travail **contre** ceux qui sont au chômage, le public **contre** le privé, les seniors **contre** les jeunes, les Français d'ici **contre** « les autres » venus d'ailleurs, alors même que l'histoire de notre pays, sa force, sa fierté, ses valeurs, ce sont les brassages, les diversités, les identités unifiées et transcendées en **un même creuset qui s'appelle la République**.

S'y ajoutent les **diversions organisées**. Chaque fois que la situation ramène à la dure réalité économique, sociale et même morale – c'est-à-dire tous les jours –, M. Sarkozy ressort les thèmes électoraux traditionnels de la droite : l'immigration et l'insécurité. Les Français ne sont pas dupes. Dans ces domaines comme dans les autres, ils savent que l'échec est patent. S'agissant de la sécurité, je voudrais qu'il soit clair une fois pour toutes, qu'elle est pour nous, socialistes, une exigence légitime des citoyens et un devoir absolu des gouvernants. **L'UMP veut se servir de l'insécurité ; nous sommes déterminés, nous, à la combattre**.

*

Oui, les échecs sont patents. Bien sûr il y a la crise, mais il y a surtout la politique gouvernementale qui explique d'ailleurs les deux tiers des déficits financiers abyssaux du pays, comme l'a expliqué la Cour des comptes.

Qu'on ne nous dise pas que tout cela a permis de réformer la France. Les **prétendues « réformes »** sont en réalité des régressions, manifestes, inégalitaires, inefficaces, réalisées au nom d'**un soi-disant « courage » qui n'est, en vérité, que le visage déguisé de l'injustice**.

Quel « courage » y a-t-il, en effet, à faire supporter aux salariés ayant subi les carrières les plus longues et les métiers les plus pénibles le report de leur âge légal de départ en retraite ?

Quel « courage » de promettre à tous les travailleurs une prime de 1000 euros qui s'est évaporée depuis, alors même qu'on supprime la moitié des contribuables à l'ISF et qu'on en réduit fortement la portée ?

Quel « courage » d'affirmer, comme M. Sarkozy, que « l'écologie ça suffit », alors que la catastrophe de Fukushima là-bas et la sécheresse ici soulignent l'urgence environnementale ?

Quel « courage » à opposer les allocataires du RSA aux titulaires du SMIC, alors que les uns comme les autres sont les premières victimes du libéralisme financier et de la politique gouvernementale ?

Derrière le Général de Gaulle, on voyait la France. Derrière François Mitterrand, on voyait la République. Derrière M. Sarkozy, on ne voit souvent... que des intérêts particuliers.

Alors oui, l'illusion sarkozyste s'est dissipée. Les Français n'y croient plus. Pour nos compatriotes, le sarkozysme est désormais synonyme de déclassement individuel et collectif et de déclin pour notre pays. A force de saper notre modèle social, d'abîmer la République, **Sarkozy a fait perdre pied à la France et patience aux Français**.

Face à cette situation, nous nous socialistes la responsabilité de donner à notre pays l'espoir qu'il attend. Nous nous y sommes préparés.

Et je le dis aujourd'hui aux Français en m'adressant à eux.

Dans moins d'un an, vous aurez à faire un choix déterminant. Vous avez rendez-vous avec la démocratie, c'est-à-dire avec vous même. Vous aurez à répondre à deux questions : quel avenir pour notre pays, et à qui confier cet avenir ?

Je veux vous dire que notre projet, nous l'avons bâti pour vous.

Pour vous, ouvriers, employés, agriculteurs, cadres, pour vous qui travaillez toujours plus, mais qui gagnez souvent moins. Pour vous, artisans, commerçants, patrons de PME, chercheurs et enseignants, pour vous artistes, pour vous qui créez et qui innovez.

Pour vous, les jeunes, qui voulez un emploi, un logement, une famille, une place dans notre société, une vie qui vaille d'être vécue.

Pour vous, les « seniors » qui souhaitez vivre pleinement et apporter votre expérience, votre temps et votre dynamisme à la société, et qui voulez, à juste titre, être pris en charge par la solidarité nationale lorsque cela est nécessaire.

Pour vous, fonctionnaires pour qui, toujours, service public rime avec intérêt général, pour vous bénévoles et associatifs, sans qui notre pays serait encore plus déchiré qu'il ne l'est.

Vous tous, vous ne demandez pas la lune. Vous demandez simplement d'être respectés, de pouvoir vivre dignement de votre travail, puis de votre retraite dans une société plus juste.

Vous voulez, en métropole comme dans les outremer, redonner un avenir à notre pays vous qui l'aimez notre pays et qui souffrez de le voir aujourd'hui reculer, parfois perdre son âme, et s'éloigner des principes républicains et laïcs qui font pourtant sa force et sa grandeur.

Alors, à vous tous je le dis aujourd'hui, nous sommes prêts à redresser la France pour qu'elle retrouve son poids et sa voix dans le monde. Nous sommes prêts à remettre la justice au cœur de notre pays. Nous sommes prêts à le faire respirer de nouveau, comme en 81, comme en 97, dans un grand élan démocratique.

Oui, en 2012, nous redresserons la France.

Oui, il faut commencer par là, parce que rien n'est possible sans cela.

Chacun le sait maintenant, le système qui nous a menés au mur, doit être profondément changé. Dernière preuve en date s'il en faut, les cinq grandes banques françaises qui ont réalisé 21 milliards de profits en 2010 et multiplié par sept leurs dividendes ; alors que dans le même temps les inégalités de patrimoine et de revenu n'ont jamais été aussi élevées.

Oui, la crise est totale, la réponse doit être globale. Le temps n'est plus aux rustines et aux rafistolages. Nous proposons à la France et à l'Europe un nouveau modèle économique, social et durable. Face à ceux qui veulent faire croire à l'impuissance du politique et à la domination du marché, nous répondons par le volontarisme. Le volontarisme des pères de la nation, des pères de la gauche, des pères de l'Europe. Nous redonnons à l'Etat et à la Nation de nouvelles armes, celles du XXIème siècle.

C'est la **recherche et l'enseignement** mis au cœur de notre système, car sans création et transmission des savoirs, rien ne sera possible.

C'est une **réelle politique industrielle**, car la France a tous les atouts pour inventer les TGV, les Airbus et les Ariane de demain. Soutenir la création d'entreprises, accompagner les créateurs et les PME, construire les filières d'avenir et renforcer les pôles d'excellence : voilà les priorités, celles que nous assignerons à la Banque publique d'investissement régionalisée que nous proposons.

C'est la **finance remise au service de l'économie**, avec la modulation de l'impôt sur les sociétés en fonction du réinvestissement dans l'entreprise et la taxe sur les transactions financières. C'est la taxe sur les transactions financières portée par les socialistes européens.

C'est un **pacte commercial européen**, nouvelle voie entre le protectionnisme et le libre échange, qui fera respecter la réciprocité des règles sociales et environnementales avec les autres pays. Ce juste échange que nous avons proposé, est repris aujourd'hui par l'ensemble du parti socialiste européen. Nous pouvons en être fier.

C'est **l'impératif écologique** enfin mis en pratique, avec une fiscalité écologique, la transition énergétique pour sortir de la dépendance du pétrole et du nucléaire, le changement de nos pratiques et consommation et de production, et le soutien à une agriculture de proximité.

Redresser la France, c'est aussi la **valorisation du travail**, celle qui refuse la concurrence entre les salariés, la précarité et le stress généralisé, celle qui s'appuie sur les compétences, les talents et les capacités des salariés. Là aussi, de nouvelles réponses : la sécurité sociale professionnelle, la réduction de l'échelle des rémunérations, taxation de la précarité... Je veux parler de l'égalité salariale femmes-hommes dont nous parlons depuis tant de temps et qui n'a jamais été respectée. Nous l'avons fait progresser. Mais il faut maintenant l'imposer en supprimant les aides aux entreprises qui ne s'y soumettent pas.

Oui, **le Parti socialiste est le Parti socialiste est le parti des producteurs, des créateurs, des inventeurs, de toutes celles et tous ceux qui travaillent non pour confisquer la rente au profit de quelques uns, mais pour créer de la richesse pour tous.**

*

Une France créative, qui renoue avec la croissance et l'emploi, mais aussi une France juste.

Nous voulons une société où les moyens sont donnés à chacun d'être lui-même, de s'émanciper, de construire son propre parcours, de conquérir son autonomie, de forger son propre jugement, mais aussi une société où chacun respecte les règles et respecte les autres, et même en prend soin – c'est ainsi que nous réglerons la question de la dépendance.

Les Français n'en peuvent plus de tant d'injustices et de tant d'inégalités. Ce ne sont pas seulement les écarts de revenus, ce sont les trajectoires de vie qui divergent de plus en plus selon le milieu d'origine, c'est la capacité à se soigner qui dépend du lieu où l'on habite ou de l'argent que l'on gagne, c'est la capacité à se soigner qui dépend de ses revenus, c'est le droit au logement qui est de plus en plus une fiction. C'est tout cela qu'il faut changer. C'est tout cela qu'il faut changer.

En 2012, il faudra retrouver la promesse Républicaine. La promesse républicaine, c'est l'accès aux droits. En commençant par le droit à l'éducation et le nouveau pacte éducatif que nous concluons avec les enseignants et les parents d'élèves. Quand on pense qu'hier, après avoir supprimé 66 000 postes et prévu 16 000 suppressions supplémentaires à la rentrée, le gouvernement a osé hier avoir recours en catastrophe au pôle emploi pour embaucher des enseignements.

Education, bien sûr mais aussi accès à la santé, au logement et priorité à la jeunesse : les Français commencent à connaître nos propositions. Ils les attendent et ils savent qu'elles sont crédibles parce que justes, précises et financées. Beaucoup d'entre elles ont déjà été expérimentées dans nos collectivités locales et nos élus ont joué un grand rôle dans leur élaboration.

Ils ont ainsi déjà compris notre volonté inébranlable de sanctionner véritablement les villes qui n'acceptent pas la mixité sociale, de stopper l'envolée des loyers et de réorienter les défiscalisations immobilières pour créer 150 000 logements sociaux par an. Les Français attendent aussi les 300 000 emplois d'avenir, véritable signe de confiance en la jeunesse, financée par la suppression de cette imbécile défiscalisation des heures supplémentaires qui accroît le chômage au lieu de le combattre.

Pour nous la gauche, nous le disons avec force, les services publics et la fiscalité sont la garantie de l'égalité entre les hommes et les femmes, et de l'égalité entre les territoires. **Nous porterons une profonde révolution des services publics** pour qu'ils garantissent les mêmes droits à tous – c'est leur mission historique -, mais pour qu'ils soient capables de prendre en compte les capacités et les aspirations de chacun - c'est leur mission nouvelle au XXIème siècle. Nous engagerons une profonde réforme de la fiscalité nationale et locale avec un principe simple : que chacun contribue réellement en fonction de ses moyens. C'est cela la République.

Redresser la France, construire l'égalité réelle, en un mot conjuguer créativité et justice, voilà ce que nous ferons en 2012.

Mais nous savons aussi que la France a besoin d'un nouvel élan démocratique.

Redonner son indépendance à la justice. Retrouver une pleine indépendance des médias. Faire vivre les contrepouvoirs dans les institutions. Bien sûr. Mais permettez-moi d'insister sur deux mouvements essentiels pour réussir le changement attendu par les Français : la démocratie locale et la démocratie sociale.

La démocratie locale, parce que nous engagerons une nouvelle et belle étape de décentralisation. Celle-ci ne consistera pas seulement à annuler, comme nous le ferons rapidement, la fausse réforme territoriale. Elle exigera aussi une extension et une répartition claire des compétences : des régions et des métropoles qui incarnent la vision de l'avenir et les grands choix économiques et d'aménagement des territoires, des départements et des communes qui portent la proximité et de solidarité. C'est cela la République décentralisée. Une autonomie de gestion, une réelle autonomie fiscale et financière, une péréquation équitable, voilà les ingrédients d'une bonne décentralisation. **Chaque élu, chaque citoyen, doit savoir que la Présidence 2012-2017 sera une présidence de décentralisation. Les Français le veulent.**

Ce sera aussi une présidence de démocratie sociale et citoyenne. Comment construire un nouveau pacte éducatif, comment bâtir une sécurité sociale professionnelle, comment réformer les retraites, comment inciter les jeunes médecins à exercer dans les quartiers et les campagnes manquant de services de santé, sans associer les syndicats, le patronat, les parents, les médecins, bref, tous les acteurs concernés ? Comment engager la France dans des réformes aussi fondamentales que la sortie de la dépendance au nucléaire et au pétrole sans lancer de grands débats dans la société ? Alors, nous tournerons le dos à la pratique sarkoziste, faite de fausses consultations. Nous écouterons avant, nous débattrons pendant, et nous évaluerons après. Et nous laisserons de nouveau un champ à la négociation sociale, qui aujourd'hui a été réduit à la portion congrue. **Oui, une véritable démocratie sociale et citoyenne constituera un des points forts de la prochaine présidence.**

Par nécessité mais surtout par conviction, nous ne pouvons regarder la France de 2012, sans regarder la France au sein du monde et au sein de l'Europe. Nous avons proposé avec force les lignes d'un nouveau monde, qui ne peut se construire qu'avec une nouvelle Europe. Les principes en sont clairs : régulation, solidarité et paix.

La France dans son histoire n'a jamais été aussi grande que lorsqu'elle a porté haut les valeurs qui sont les siennes, la liberté, l'égalité, la fraternité et j'ajouterais la laïcité –cette perle qu'elle peut apporter au monde. Force est de constater aujourd'hui que la France a manqué aux derniers rendez-vous de l'histoire. Mais cela ne peut surprendre, quand on mesure combien son poids s'est amenuisé et combien ses valeurs ont régressé en son sein.

Comment ne pas parler ici de ce que l'on appelle le « printemps arabe ». La France s'est tue longtemps, et a été ambiguë trop longtemps, alors que sa place était au premier rang des soutiens aux révolutions pacifiques de ces peuples et de leurs jeunesse. Un réveil tardif et des annonces ces dernières heures n'effaceront pas le vide laissé par notre pays là où il était attendu. Pour nous en tout cas, nous l'avons dit, ces révolutions sont et constituent un formidable espoir. La reconnaissance des libertés et de la dignité des populations, le renversement des dictatures et la dénonciation de la corruption, le retour d'une espérance possible pour la jeunesse, toutes ces avancées décisives montrent, que sous tous les cieux, les femmes et les hommes ont droit à la démocratie et que personne n'est condamné à subir la dictature comme condition de la stabilité. Ce chemin vers la démocratie sera long. Les violences sont immenses et on aimerait entendre des condamnations fortes notamment en Syrie aujourd'hui. L'arrestation du Rtko Mladic, poursuivi pour crime contre l'humanité dans l'ex-Yougoslavie, est une magnifique nouvelle et un avertissement pour tous les dictateurs qui continuent de massacrer leurs peuples. Il y aura des avancées, des reculs, des dérives, des chemins de traverse. Mais notre ligne est claire : nous devons être, comme toujours, aux côtés de ceux qui se battent pour les libertés. Nous devons être présents. Nous avons commencé avec les relations fortes noués avec nos amis tunisiens. Je vous l'annonce : quatre de nos villes ont décidé de se jumeler avec Misrata en Lybie pour tenter d'éviter des drames humanitaires, mais aussi pour préparer le développement économique et démocratique de demain.

Comment ne pas regretter aussi que la France, qui préside cette année le G8 et le G20 n'ait pas mis en pratique les discours de M. Sarkozy. Encore hier à Deauville, on ne peut que constater des progrès timides, bien loin des nécessités du moment : une régulation financière a minima, une lutte contre la spéculation sur les matières premières embryonnaire, une aide bienvenue mais timide et tardive aux démocraties naissantes, une dimension sociale inexistante.

Quant à l'Europe, elle traverse une crise dont elle ne parvient pas à se dépêtrer. La dissidence politique et sociale qui s'exprime actuellement en Grèce et d'une autre façon, spectaculaire et peut être annonciatrice, en Espagne, la montée de l'extrême droite et des nationalismes ne sont pas des coïncidences. Elles expriment l'insatisfaction profonde et l'exaspération croissante des peuples. L'Europe vit une période décisive, un moment qui peut être un point de basculement. A nous de la faire basculer du bon côté. **Face à ces circonstances exceptionnelles, la prochaine Présidence de la République française portera une responsabilité considérable.** Il nous reviendra à nous de donner un autre cours à notre Europe. Je suis heureuse que nous ayons beaucoup avancé en ce sens avec nos amis des partis socialistes et sociaux démocrates européens. Je me réjouis du rétablissement de rapports privilégiés avec le SPD, dont nous recevrons à Paris la direction dans quelques jours. Je vais continuer ce travail dans plusieurs capitales européennes, pour préparer les futures décisions indispensables.

Chers camarades,

Aujourd'hui, nous disons aux Français, nous sommes prêts. Prêts à redresser la France. Prêts à retrouver le chemin le progrès. **Ce mot qui veut dire simplement : demain sera meilleur qu'aujourd'hui.**

Nous devons maintenant rassembler.

Rassembler. Comment ne pas parler d'abord de culture : car la culture c'est ce qui rassemble entre les générations, c'est ce qui procure émotion et rêves partagés. La culture, c'est la trace que chaque génération inscrit à son patrimoine. La grandeur d'une nation se mesure à son poids économique mais aussi surtout à l'influence de ses idées, de ses symboles, de ses créations, de ses images, de ses mots. La culture grandit et émancipe chaque homme et chaque femme, elle touche à la fois le cœur et la raison pour réfléchir à notre société. Qui mieux que les artistes nous éclairent aujourd'hui sur les dérives du monde – les souffrances et les exclusions de toute sorte - et sur l'avenir ? La culture, c'est le cœur de la société que nous voulons construire.

Notre ambition, c'est bien sûr que chaque Français puisse avoir accès à la culture en commençant par l'éducation artistique et par la possibilité de pouvoir rencontrer les artistes le plus près de chez eux, dans de nouveaux lieux, des coopératives, que nous mettrons en place. Je ferai des propositions pour que les artistes puissent bénéficier de lieux de création et de diffusion y compris dans les grandes institutions culturelles. J'entends dire, mais tout cela coûte très cher et pourquoi ? J'ai envie de dire, comme Tadeus Kantor : « oui, la culture, ça ne sert à rien... c'est comme l'amour ! ». Alors vous comprendrez, pourquoi la France et la culture feront de nouveau un en 2012.

La culture pour rassembler, oui. Et pour nous d'abord, rassembler la gauche et les écologistes. J'y consacre beaucoup de mon temps et je continuerai à porter tous mes efforts, dans les jours qui viennent, à écrire ce contrat de rassemblement de la gauche essentiel pour la victoire de 2012.

Et puis rassembler les Français, qui veulent retrouver la France qu'ils aiment, sa véritable identité, son économie renforcée, son modèle social rénové, une France qui soit à nouveau écoutée et respectée dans le monde par ce qu'elle est, et par ce qu'elle défend.

Chaque époque possède sa vérité, mais l'histoire a ses constantes. Après tout, la feuille de route que nous suivons depuis trois ans et que nous allons poursuivre, en adaptant nos réponses aux défis du 21^{ème} siècle, n'est pas si éloignée, quand on la regarde bien, de celle qu'un autre avant nous, avait tracée en son temps, avait respectée pleinement, et qui nous avait menée à la victoire.

Quelques mois avant celle-ci François Mitterrand, disait -et j'en terminerai là- : « *Au printemps prochain, la France n'aura pas simplement rendez-vous avec la saison nouvelle. Elle aura rendez-vous avec elle-même.* »